

## L'Argentine ne peut plus payer sa dette : Buenos Aires propose de la diminuer

**Argentine** Les péronistes proposent une baisse audacieuse de leur dette en dollars.

Entretien Marie-France Cros

**L'**Argentine a annoncé jeudi qu'elle ne pouvait pas payer sa dette et a proposé une restructuration importante du "noyau dur" de celle-ci: les bons rédigés en dollars et relevant des tribunaux de New York, a expliqué à *La Libre Belgique* Xavier Dupret, économiste à la Fondation Jacquemotte et spécialiste de ce pays.

**À combien s'élève cette dette et sur quelle somme porte la restructuration proposée par Buenos Aires ?**

La dette totale de l'Argentine s'élève à 323 milliards de dollars, dont 67% (170 milliards de dollars) en monnaie étrangère. C'est à peu près la moitié de cette dernière, soit 66,238 milliards de dollars, qui constitue le noyau dur de la dette extérieure, puisque les litiges à son sujet se règlent devant les tribunaux de New York. Les détenteurs de dette en pesos ont moins de recours – sauf s'ils ont acheté des bons relevant de la législation des États-Unis; il s'agit d'Argentins qui ont accès aux marchés internationaux, soit les familles les plus riches du pays, qui sont donc opposées à cette restructuration.

Celle-ci propose une remise de 62% sur les intérêts de la dette et de 5,4% sur le capital. Seuls 32,6% seront donc dus, mais pas avant trois ans, le temps de relancer l'économie. En réalité, plus sera sans doute payé puisque les taux d'intérêt seront indexés sur le taux de croissance du pays. En 2005, une opération identique lancée par le gouvernement de Nestor Kirchner avait été suivie par un boom des matières premières et les versements avaient atteint le double de la valeur faciale des nouveaux bons émis lors de la restructuration.

**Les succès des présidents Nestor puis Cristina Kirchner s'étaient cependant heurtés aux fonds vautours, qui détenaient quelque 8% de la dette argentine et exigeaient d'être payés au taux original, majoré d'importantes sommes diverses. Ils avaient obtenu des tribunaux américains l'interdiction du remboursement des créanciers qui avaient accepté une restructuration. Comment Buenos Aires pourra leur échapper ?**

Ce n'est plus possible aujourd'hui. La loi belge sur les fonds vautours l'interdit. Or c'est en Belgique qu'est le siège d'Euroclear, organisme par lequel doit passer tout paiement de la dette.

**Pourquoi le président péroniste (centre-gauche) Alberto Fernandez a-t-il choisi ce mo-**

**Celle-ci propose une remise de 62% sur les intérêts de la dette et de 5,4% sur le capital. Seuls 32,6% seront donc dus, mais pas avant trois ans, le temps de relancer l'économie.**



ALEXIS HAULOT

Spécialiste de l'Argentine, Xavier Dupret explique la crise en cours.

**ment pour annoncer que l'Argentine ne pourrait payer, ce que tout le monde disait depuis des mois ?**

Parce que, pour Buenos Aires, c'est le bon moment. L'économie argentine est en pitoyable état, tandis que les marchés internationaux sont fragilisés par la crise du coronavirus et celle du pétrole. Ceux-ci ne peuvent donc se permettre un long bras de fer avec l'Argentine.

**La situation aujourd'hui est-elle comparable à celle de 2005, quand le président Kirchner avait déclaré qu'il ne pourrait payer la dette ?**

D'un point de vue technique, les termes de la négociation seront pareils: remplacer des bons sur la dette argentine par d'autres bons. Mais, politiquement, la situation est bien différente. La décision de Nestor Kirchner était un choix politique, qui avait heurté le Fonds monétaire international (FMI) à l'époque; cette fois, le FMI et le G20 ont donné leur aval à la restructuration, en raison de la crise du coronavirus, qui rend plus difficile, pour Buenos Aires, de retrouver le chemin de la croissance. De plus, à l'époque, les marchés financiers étaient florissants; aujourd'hui, ils sont aux abois parce qu'on ne produit plus.

**Le FMI a reconnu mercredi dernier que la dette argentine était "insoutenable". Pourquoi, alors, a-t-il octroyé l'an dernier un de ses prêts les plus importants à l'ex-président argentin, Mauricio Macri (droite), alors même qu'on savait que ce prêt servirait à rembourser des dettes, ce que les règles du FMI l'invitent à éviter ?**

C'était une décision purement politique du FMI. Les États-Unis, dominants dans cette institution, ont vu dans l'octroi de ce prêt controversé, un moyen de contrer l'influence de la Chine en Argentine, alors que ces deux pays entretiennent des liens étroits, la seconde nourrissant la première de son soja. Mais tout le monde savait que l'Argentine ne pouvait pas rembourser.

**Si la demande de restructuration de la dette de Buenos Aires est acceptée, ce sera la septième fois qu'un tel scénario se produit en Argentine depuis 1820. Comment expliquer ces répétitions ?**

Cela tient à la nature de l'économie argentine, qui fonctionne par cycles très marqués. L'Argentine allie des structures classiques du tiers-monde – une économie reposant sur l'exportation de matières premières – à une société comptant une importante classe moyenne, qui vit à l'occidentale. L'économie, reposant sur des matières premières, est sujette à d'importantes variations. Il y a des booms, lors desquels beaucoup d'excédents monétaires sont produits; l'Argentine vient alors emprunter sur les marchés internationaux, où elle est bien reçue. Quand le boom retombe, elle ne peut rembourser et demande une restructuration.